

**Stop à  
l'explosion  
des primes !**

**Oui**  
à la caisse maladie  
publique

# Vue d'ensemble

1. De quoi s'agit-il ?
2. Porteurs du projet
3. Nos arguments
4. Arguments des opposants et nos réponses

# De quoi s'agit-il ?

- Votation le 28 septembre 2014
- Projet porté par une vingtaine d'organisations
- Une caisse publique contre 60 caisses privées
- Agences cantonales ou intercantionales
- Primes cantonales
- Les primes pour enfant ou rabais sont maintenus
- Ne concerne que l'assurance de base

# Porteurs du projet



## Cinq arguments principaux

1. **Mettre fin à la pseudo-concurrence**
2. **Clarifier la jungle des caisses**
3. **Empêcher de dilapider l'argent de nos primes**
4. **Orienter l'assurance-maladie sur la qualité des soins**
5. **Stopper l'explosion des primes**

## Mettre fin à la pseudo-concurrence

Aujourd'hui, 60 caisses maladie organisent une onéreuse pseudo-concurrence, favorisant le recrutement d'assuré-e-s jeunes et en bonne santé.

**L'interdiction de pratiquer la sélection des risques est systématiquement contournée.** Afin de parvenir à des primes plus basses, les personnes âgées ou les malades chroniques sont laissés pour compte. Cela conduit à des primes aussi différenciées qu'injustes et, dans l'ensemble, à leur augmentation.

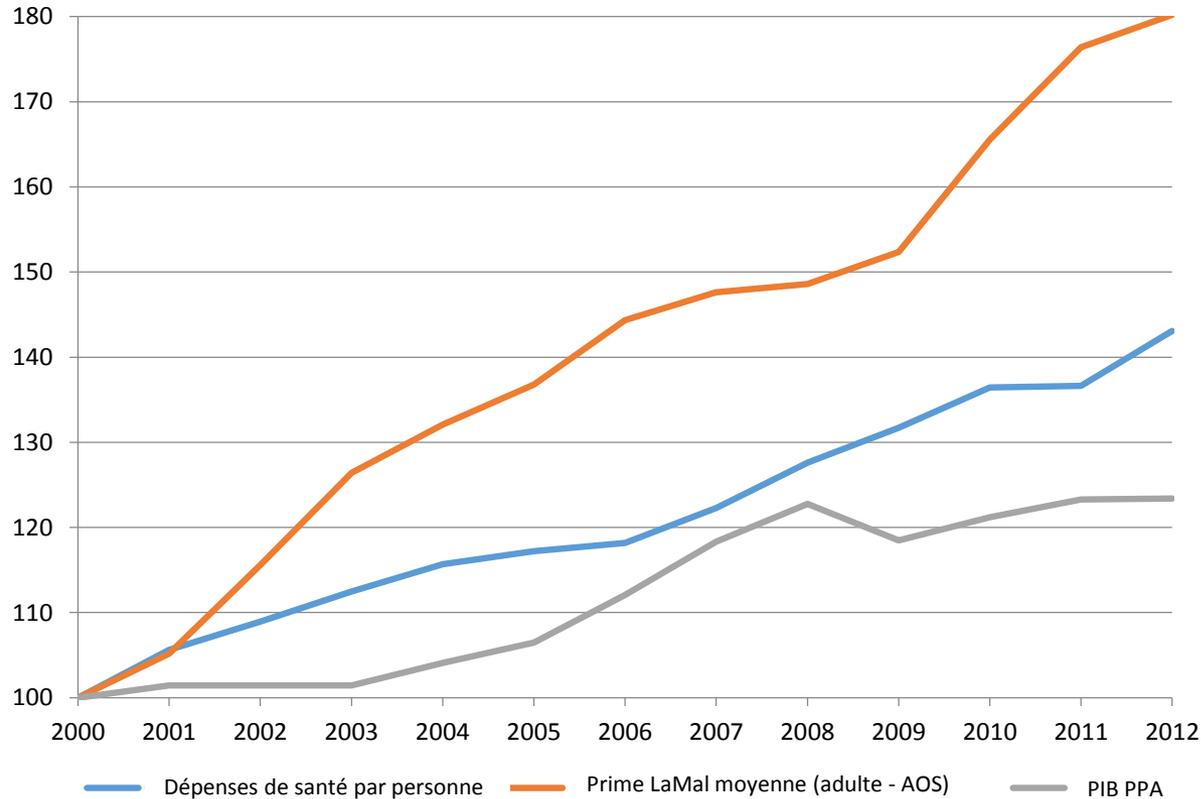
## Clarifier la jungle des caisses

Le système actuel est totalement opaque. Les caisses offrent un produit identique pour l'assurance de base, mais exigent en retour des prix totalement différents. 300'000 primes différentes sont encaissées, en fonction de l'âge, du sexe, du canton ou du modèle. **Pas de miracle, les assuré-e-s ne peuvent pas s'y retrouver dans cette jungle de caisses.** La paperasse lors du changement de caisse ou les appels téléphoniques publicitaires ne servent qu'à énerver les assuré-e-s.

## Empêcher de dilapider l'argent de nos primes

Le concurrence fictive, la chasse aux «bons risques» et la vente de nombre de produits d'assurance entraînent des coûts de marketing, totalement inacceptables pour une assurance sociale. **Les caisses dilapident ainsi plus de 200 millions de francs chaque année.** D'autres sommes importantes sont dépensées pour le lobbying politique ou les campagnes de votation. Malgré des prestations publiques, les managers des caisses touchent des salaires qui se chiffrent en millions.

# Où passe l'argent de nos primes ?



Source: DFI, OFSP  
Graphique comité caisse publique

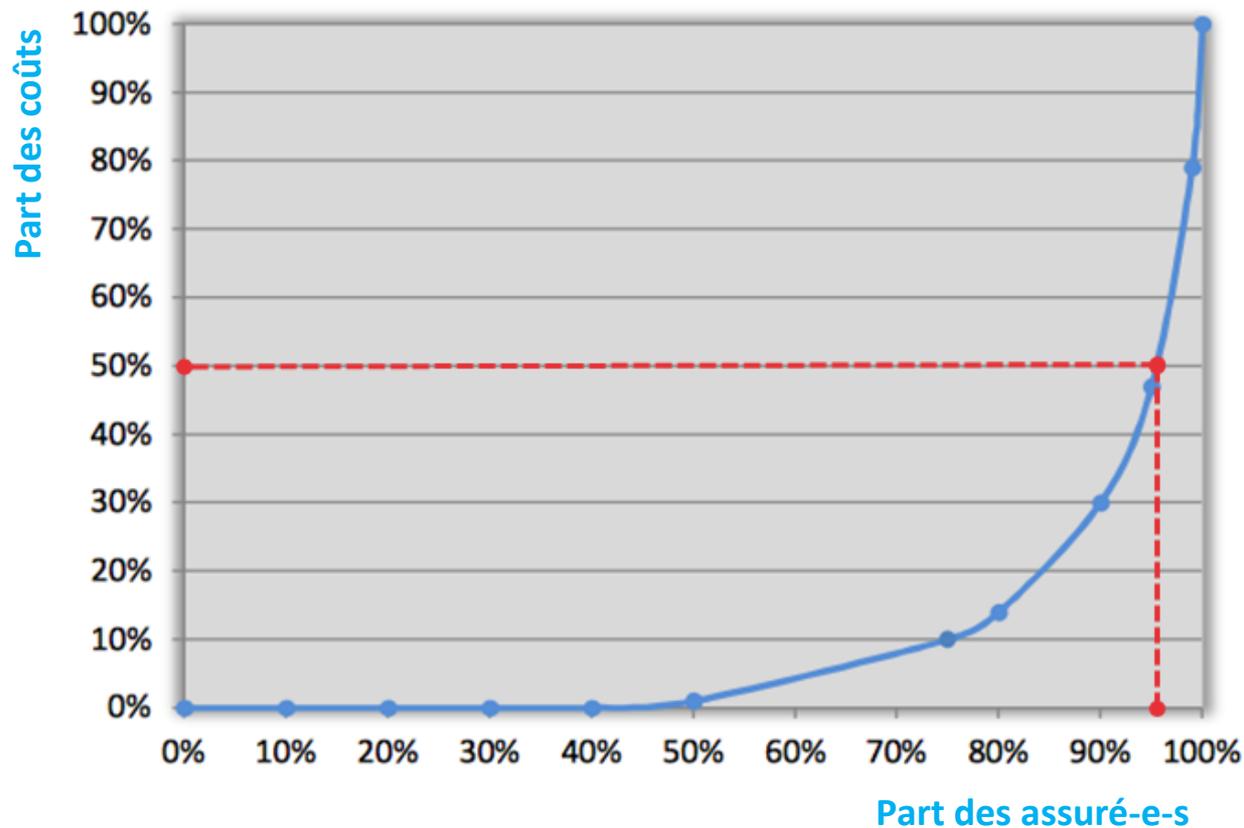
Nos arguments

## Orienter l'assurance-maladie sur la qualité des soins

Dans le système actuel, aucune caisse ne retire un quelconque intérêt à conduire une bonne prise en charge coordonnée pour les malades chroniques. Il serait risqué d'être attractif pour ces patients. **Avec un changement de système, la sélection des risques est enfin abolie et la qualité des soins retrouve une place de premier plan.** L'intérêt des assureurs devraient se trouver dans la prévention et la qualité des soins, permettant des économies directes.

Nos arguments

# 5% des assuré-e-s = 50% des coûts

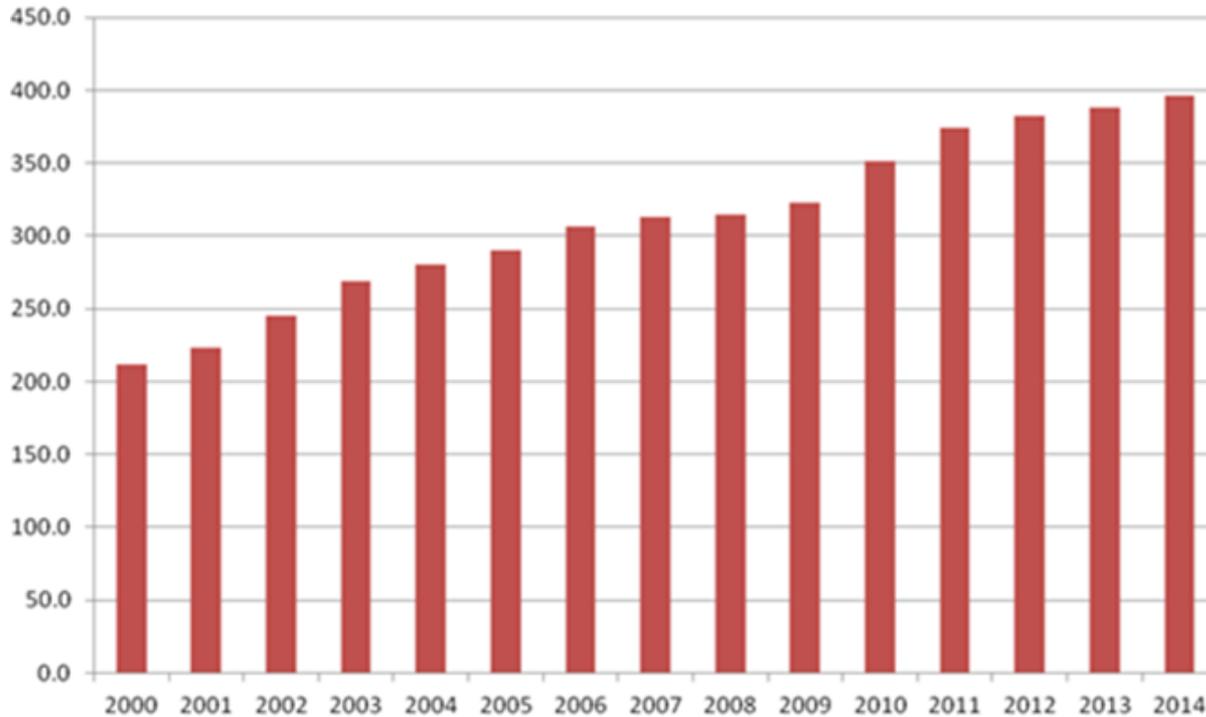


## Stopper l'explosion des primes

A court terme, l'augmentation des coûts et des primes sera freinée, grâce aux économies réalisées sur les coûts de marketing et de gestion. **L'AVS et la Suva démontrent qu'une assurance publique fonctionne de manière exemplaire, en plaçant le bien-être des assurés au centre de leurs préoccupations.** Les possibilités d'économie, à court et à moyen termes, sont réelles, grâce à une meilleure prise en charge et le renforcement de la position des partenaires dans les négociations des tarifs et des prix.

Nos arguments

# Stopper l'explosion des primes



Primes moyennes d'assurance-maladie par année  
(adulte de plus de 26 ans). Source : OFSP

[www.caissepublique.ch](http://www.caissepublique.ch)

**Oui**  
à la caisse maladie  
publique

## Potentiel d'économies en millions de francs

Coûts des changements de caisses	Court terme	100
Coûts de recrutement et de public.	Court terme	225
Prévoyance intégrée	Long terme	2'000

## Arguments des opposants et nos réponses

**Les coûts de mise en œuvre ne sont pas supportables.**

**- FAUX**

Avec la caisse publique, nous ne stoppons pas uniquement l'explosion des primes. A long terme, des lourdes charges disparaissent : changements de caisses, publicité et recrutement (pour 200 millions par an). A cela s'ajoutent les millions d'heures perdues en paperasse.

## Arguments des opposants et nos réponses

**Des places de travail seront perdues. – FAUX !**

Si des places dans la publicité, le marketing ou à l'étage de la direction seront réduites, la caisse publique pourra les réintroduire de manière tout aussi dynamique. A moyen ou long terme, ces places seront repourvues dans de nouveaux domaines.

# Arguments des opposants et nos réponses

## Perte du libre choix ? – FAUX

La caisse publique ne prendra en charge que l'assurance de base. Les offres avec rabais de franchises, modèles de type «médecin de famille» et les primes plus basses pour les enfants resteront identiques. Pour les assurances complémentaires, rien ne changera.

# Arguments des opposants et nos réponses

## Rationnement des soins médicaux ? – FAUX

Le changement de système signifie également une utilisation plus efficace des ressources financières et un renforcement des tâches fondamentales des spécialistes de la santé et du monde médical, qui trouveront plus de temps à consacrer à leurs patients. Ce temps pourra être utilisé pour les soins et la prise en charge, car c'est bien pour cela que les primes sont payées.



**«Je suis pour la caisse publique pour que l'argent de l'assurance obligatoire soit utilisé de manière transparente.»**

**Pierre Théraulaz**, président de l'Association suisse des infirmiers et infirmières (ASI)



**«La chasse aux bons risques doit être supprimée. Il en va du respect de la dignité de toutes les personnes, qu'elles soient malades ou en bonne santé, jeunes ou âgées.»**

**Liliane Maury Pasquier**, conseillère aux Etats (GE) et sage-femme



**«Des hausses de primes régulièrement supérieures à 10 %, des financements croisés opaques entre les cantons, cela doit cesser. La concurrence entre les caisses est un échec, il faut une seule agence d'assurance-maladie publique par canton. »**

**Pierre-Yves Maillard**, président du Conseil d'Etat (VD)



**«Je veux savoir comment mes primes sont calculées. Je veux savoir comment mes primes sont utilisées. Je veux être sûr que la politique de la santé soit décidée par et pour le public. Bref, je veux la caisse publique. »**

**Mathieu Fleury**, Secrétaire général de la Fédération romande des consommateurs (FRC)